

Vichy a gagné la guerre de la mémoire

Par Robert O. Paxton

Notre diagnostic de la défaite de 1940 ne serait-il pas, aujourd'hui encore, le même que celui de Pétain : une France décadente, à l'image de son armée ? L'analyse décapante du grand historien américain.



Maréchal, me voilà...
Le 14 juillet 1940, le chef du nouvel État français, fringant à 84 ans, arborant la seule Médaille militaire, passe en revue une compagnie de fusiliers marins à Vichy. Le « vainqueur de Verdun » pratiquera chaque dimanche cet exercice, vérifiant que sont respectées deux valeurs fondamentales, l'ordre et la discipline.

« **M**oins forts qu'il y a vingt ans, nous avions aussi moins d'amis, trop peu d'enfants, trop peu d'armes, trop peu d'alliés. Voilà les causes de notre défaite » ; « Notre défaite est venue de nos relâchements. L'esprit de jouissance détruit ce que l'esprit de sacrifice a édifié » (appels des 20 et 25 juin 1940 de Philippe Pétain).

« Maintes et maintes fois, les Français ont pris leurs jambes à leur cou. [...] La défaite [...] trouve ses racines dans le sentiment de démoralisation qui s'installa peu à peu sous la III^e République. [...] Les Français étaient prêts à reprendre le combat de la Première Guerre mondiale le long d'une ligne Maginot lourdement fortifiée » (Niall Ferguson, professeur à Harvard, *The New York Review of Books*, 30 novembre 2006).

La persistance de la thèse de Vichy sur les raisons de la défaite française en 1940 est remarquable. Elle reste généralement admise encore aujourd'hui, non seulement en France mais aussi à l'étranger et, notamment, dans les pays anglo-saxons.

Pétain posa son diagnostic en juin 1940, avant même de se voir accorder les pleins pouvoirs constitutifs par l'Assemblée nationale. Son message était très politique. Le Maréchal voulait exonérer les généraux (à l'exception du républicain Gamelin) et discréditer la III^e République qu'il avait l'intention de remplacer, grâce à une « révolution nationale », par un régime autoritaire seul porteur, selon lui, des valeurs de la France.

Sa thèse d'une défaite due à la décadence morale de la société française dans son ensemble séduisit largement. Un événement aussi cataclysmique nécessitait une explication d'une ampleur proportionnelle. Que la France eût perdu du terrain depuis 1919 était une évidence pour tous. Le récit de la décadence et du salut constituait déjà un trope familier. Il s'étendait bien au-delà des cercles vichystes. Cette thèse apparaît dans *L'Étrange Défaite* de Marc Bloch, ainsi que dans *Solstice de juin* d'Henry de Montherlant. Les gaullistes aussi ont élaboré leur version de ce récit, à cela près que, pour eux, la population française dans son ensemble faisait preuve de résistance, qu'elle était donc saine moralement et que seul était à blâmer son parlementarisme excessif.

De cette vision du déclin découle l'idée que la défaite française était inéluctable. Et ce, d'autant plus qu'un grand nombre d'ouvrages rédigés au cours des vingt dernières années traitent l'histoire de France depuis 1918 sélectivement comme une accumulation fatale d'inepties : la France n'aurait rien produit de bien et l'Allemagne (en grande partie laissée en dehors du champ d'étude) aurait été d'une efficacité à toute épreuve.

Il est nécessaire ici d'établir une hiérarchie des causes qui ont conduit à la défaite. Si l'on considère le temps long, la France en 1940 se trouvait confrontée à des contraintes imposées par des

« Les Français ont pris leurs jambes à leur cou »

mais où est donc passée la 7^e compagnie ...

ROBERT LA MOUREUX

événements extérieurs ou passés : la diminution de l'investissement durant la Grande Dépression des années 1930 ; la faiblesse du taux de natalité en France, amplifiée par les pertes humaines essuyées durant la Première Guerre mondiale ; la décision par l'Italie de rejoindre les pays de l'Axe ; le Pacte germano-soviétique. En dehors du taux de natalité, ces contraintes n'avaient rien à voir avec l'état de la société française. On ne peut nier, néanmoins, qu'elles placèrent la France dans une situation plus périlleuse qu'elle ne l'était en 1914. Le maréchal Pétain n'avait pas tort de dire que le pays comptait trop peu d'alliés.

Ces faiblesses ne signifiaient pas que la guerre était déjà perdue. Les études actuelles les plus dignes d'intérêt analysent les combats avant de trancher. Le chercheur britannique Talbot C. Imlay lui-même, dans son passionnant ouvrage *Facing the Second World War: Strategy, Politics, and Economics in Britain and France, 1938-1940* (Oxford University Press, 2003), dans lequel il accorde pourtant peu de crédit à la France dans les domaines de la stratégie, de la politique et de l'économie, conclut que la défaite n'était pas inévitable. Les travaux des chercheurs examinent aussi les faits du point de vue allemand, avec honnêteté et sans exagération stéréotypée.

Si l'on considère le temps plus immédiat, les choix qui entraînèrent la défaite se firent dans les derniers mois et sur le champ de bataille : l'erreur de ne pas avoir intégré l'aviation aux efforts de planification et d'entraînement qui auraient permis une coordination sol-air ; la formation, à la dernière minute et inachevée, de divisions blindées qui, de surcroît, furent employées de façon fragmentaire ; le retard à comprendre que le front principal se trouvait sur la Meuse ; la mauvaise utilisation par Gamelin des forces en présence sur la ligne Maginot (celle-ci, qui fut tant décriée, remplissait pourtant sa fonction : les Allemands ne réussirent

« L'armée Ladoumègue » : « Neuf mois de belote, six semaines de course à pied : l'armée Ladoumègue ! » En détournant par ce slogan cinglant le nom du célèbre coureur de demi-fond des années 1930 Jules Ladoumègue, les Français ont très vite accusé leurs troupes d'être une armée d'amateurs et de fuyards. Un mythe qui a la vie dure. Ci-contre : l'affiche du film de Robert Lamoureux, grand succès populaire en 1973.

L'AUTEUR
Professeur émérite à l'université Columbia de New York, Robert O. Paxton a signé des ouvrages essentiels sur la France dans la Seconde Guerre mondiale, en premier lieu *La France de Vichy* (Seuil, 1973, rééd. « Points-Histoire », 1999), jalon majeur dans la compréhension du régime de Vichy. On peut également citer *L'Armée de Vichy. Le corps des officiers français, 1940-1944* (éd. en anglais 1966, édition française Tallandier, 2004) ou *6 juin 44*, avec Jean-Pierre Azéma et Philippe Burrin (Perrin, Le Mémorial de Caen, 2004).

jamais à la percer ; mais le haut commandement persista à y laisser trop de troupes, qui auraient été nécessaires plus au nord) ; pis encore, la variante Breda du plan Dyle, par laquelle Gamelin envoya les meilleures divisions vers le nord, en Belgique et jusqu'aux Pays-Bas, ce qui priva le centre de forces de manœuvre adéquates. Ce fut l'audace outrancière de cette dernière décision, et non la timidité généralement supposée de Gamelin, qui fut à la source du problème.

Les meilleures études publiées récemment, qu'il s'agisse des travaux de chercheurs français ou étrangers, contredisent le diagnostic du maréchal Pétain sur la plupart des points. Pas assez d'enfants ? Les « années creuses » s'estompaient en 1940 et, quoi qu'il en soit, les Alliés occidentaux cette année-là rassemblèrent presque autant de soldats que l'Allemagne. Pas assez d'armes ? Tout chercheur sérieux s'accorde à dire aujourd'hui que la France était suffisamment armée en 1940, et armée d'un matériel d'excellente qualité produit grâce à l'effort de réarmement que le pays avait connu après 1938 (ce qui, en soi, semble contredire l'hypothèse d'un déclin irréversible). Certes, il existait bel et bien des secteurs présentant des déficiences inquiétantes : les moyens de communication, l'artillerie anti-aérienne, et certains modèles d'avions. Mais le problème principal fut l'usage qu'on en fit. D'après un historien et officier de l'air américain, l'aviation française était dotée d'excellents modèles d'avions, et en quantité suffisante, mais les trois quarts d'entre eux restèrent au sol parce qu'il leur manquait quelques pièces de finition, que le nombre de personnel navigant était insuffisant ou que la désorganisation au sol était trop importante. En outre, le haut commandement de l'aviation ne s'était pas préparé à une coordination sol-air, car il voulait rester indépendant des autres armées, terre et marine¹.

L'éternelle accusation selon laquelle la France n'avait pas évolué dans sa réflexion intellectuelle sur les méthodes de stratégie militaire après 1918 n'a pas plus résisté aux recherches. Le haut commandement de l'armée française travailla dur à la planification de la guerre suivante. Sans pour autant ressentir le besoin de reproduire l'armée allemande à l'identique. Si les Français réussissaient à juguler l'assaut initial de l'Allemagne et à forcer celle-ci à une guerre longue, Hitler serait au moins privé de sa victoire. Voilà quelle était la stratégie française et, en 1940, elle était adaptée aux capacités de la France².

Sur le plan tactique, l'accusation a plus de poids. Le commandement français (dans l'ensemble plus âgé que les chefs d'armée allemands) eut peine à improviser ou à apprendre les nouvelles tactiques de contre-attaque de masse et de coordination sol-air qui avaient si bien réussi aux Allemands. Le colonel de Gaulle lui-même manqua d'informer sa couverture aérienne de l'heure et de la direction de sa fameuse, quoique non déci-

siv
con
qu
pa
de
le
di
ré
de
da

de
lie
sa
di
pe
bi
fr
te
o
fi
q
u
le
s
s
b
2

e
c
e
1
1

sive, contre-attaque à Montcornet le 17 mai. Il est consternant de lire combien d'autres contre-attaques françaises furent annulées ou contrecarrées par des retards, par des moyens de communication de piètre qualité, par la confusion qui régnait dans le transport des troupes et par une mauvaise coordination sol-air. Peut-être cette lenteur fatale des réactions françaises fut-elle une cause immédiate de la défaite et, pour le coup, réellement enracinée dans la société française.

Nous savons aujourd'hui que le haut commandement allemand redoutait une contre-attaque alliée sur les flancs de son saillant, dont il connaissait la vulnérabilité. Les Alliés réagirent de façon dispersée et sans coordination et c'est ainsi qu'ils perdirent la bataille de France. La contre-attaque britannique à Arras le 21 mai fut suffisamment efficace pour persuader Hitler d'interrompre brièvement l'avancée allemande, mais son effet fut réduit à néant par un manque de coordination avec les unités françaises. Après Arras, les Britanniques adoptèrent une stratégie de mouvement défensive (pour combler la brèche selon les Britanniques ; pour battre en retraite vers la Manche, selon les Français).

Le problème du moral de la France à cette époque reste central. D'après la version vichyste, étaient coupables les enseignants pacifistes, les ouvriers communistes et l'esprit de jouissance. Une comparaison aidera à relativiser ces accusations. Le mouvement pacifiste était au moins aussi influent en Grande-Bretagne qu'en France au milieu des années 1930, mais l'état d'esprit d'une population change vite. La peur de voir la Première Guerre mondiale se répéter était unanime, y compris chez la plupart des Allemands, du moins jusqu'aux premières victoires de Hitler. Jean-Louis Crémieux-Brilhac a étudié le moral de l'armée française par le menu et conclut que, s'il a baissé en février 1940, il s'est amélioré en mai et a connu un véritable regain sur la ligne Somme-Aisne à la fin de ce même mois. « Cette armée est disposée à faire ce qu'on lui demandera. » L'annonce publique par le maréchal Pétain, le 17 juin, que des négociations étaient engagées avec l'Allemagne mit de fait un coup d'arrêt à la volonté de se battre.

L'effondrement des 71^e et 55^e divisions d'infanterie sur la Meuse les 13 et 14 mai ainsi que l'effet démoralisant de l'exode imprimèrent leur image désastreuse à l'armée française dans son entier, image que les Français gardent en mémoire aujourd'hui encore. Aujourd'hui, nous savons que d'autres unités obtinrent de très bons résultats, à l'instar des divisions mécanisées françaises qui, sous les ordres du général René Prioux, infligèrent de lourdes pertes aux deux divisions de panzers dirigées par le général Erich Hoepner, du 12 au 14 mai dans la trouée belge de Gembloux.

Les armées de toutes les nations ont connu des épisodes de panique, sans que l'on considère pour autant leur société entière comme déficiente. Selon le colonel Frieser, des officiers d'état-major à Berlin ont réagi par une « peur exagérée » aux nouvelles de l'attaque britannique à Arras le 21 mai 1940¹. Les soldats américains, encore inexpérimentés, et qui se révélèrent inefficaces dans la passe de Kasserine en Tunisie en février 1943 persuadèrent le général britannique Alexander que l'armée américaine serait « bien incapable de se montrer utile » durant la Seconde Guerre mondiale².

En résumé, il faut reconnaître que la France fut confrontée à plus de contraintes extérieures en 1940 qu'en 1914, principalement à cause de la persistance de la dépression économique, de l'absence d'un allié russe et de la nécessité de défendre la frontière italienne. En conséquence, la France ne pouvait guère alors se permettre de faire des erreurs. Son armée, malheureusement, en commit sur le champ de bataille. Ce serait une erreur de considérer comme une évidence ces épouvantails agités par Vichy que sont le pacifisme, la mollesse, le je-m'en-fichisme, la couardise, voire la trahison.

(Traduction de Catherine Guillet.)

Notes
1. Cf. Lt. Col. F. R. Kirkland - The French Air Force in 1940 -, *Air University Review*, septembre-octobre 1985.
2. Cf. R. J. Young, *In Command of France: Foreign Policy and Military Planning, 1933-1940*, Harvard UP, 1978 et R. A. Douglas, *Sands of Disaster*, Harmondsworth, Penguin Press, 1985.
3. J.-L. Crémieux-Brilhac, *Les Français de l'an 40*, Gallimard, 1990, pp. 522-581.
4. K.-H. Frieser, *Le Mythe de la guerre éclair*, Belfort, 2003.
S. C. R. Atkinson, *The War in North Africa, 1942-1943*, New York, Henry Holt, 2002, p. 377.

Cit - association de l'histoire de l'immigration
Palais de la Ville de Paris
392 Avenue Daumesnil 75012 Paris
www.histoire-immigration.fr

Généralisations

UN SIÈCLE D'HISTOIRE CULTURELLE DES MAGHRÉBINS EN FRANCE
EXPOSITION DU 17 NOVEMBRE AU 16 AVRIL 2010
À LA CITE NATIONALE DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION

Marc Bloch : le cas de conscience

Analyse, à chaud, de la défaite.

Médiévisiste et résistant
Professeur d'histoire médiévale à la Sorbonne, ancien combattant de la Grande Guerre, capitaine de réserve qui a tenu à participer aux opérations de 1939, Marc Bloch entrera dans la Résistance au printemps 1943.



« Un vieil historien roule ces images dans sa tête »

Écrit à chaud dans le choc de l'été 1940, mais publié seulement à la Libération, *L'Étrange Défaite* est devenu une icône. Historien, ancien combattant, Marc Bloch réagit d'abord en soldat. C'est en vaincu qu'il « dépose » : « Nous venons de subir une incroyable défaite. A qui la faute ? »

La réponse vient très vite, sans appel : « Quoi que l'on pense des causes profondes du désastre, la cause directe – qui demandera elle-même à être expliquée – fut l'incapacité du commandement. » Mais ce grand intellectuel qui a le sens des responsabilités ne cherche pas à se défaire. Cette défaite est aussi la sienne. Le deuxième chapitre est intitulé « Examen de conscience d'un Français » : « J'appartiens à une génération qui a mauvaise conscience. De la dernière guerre,

c'est vrai, nous étions revenus bien fatigués. » Une défaite est toujours celle d'une société tout entière : « Mal instruits des ressources infinies d'un peuple beaucoup plus sain que les leçons empoisonnées ne les avaient inclinés à le croire, incapables, par dédain comme par routine, d'en appeler à temps à ses réserves profondes, nos chefs ne se sont pas seulement laissés battre, ils ont estimé très tôt naturel d'être battus. »

Les historiens aujourd'hui ne donnent pas totalement raison à cette analyse. Il n'existe pas de causalité nécessaire

entre le malaise d'une société et la défaite militaire. Pas grand-chose à voir cependant entre cet examen de conscience implacable et les accusations de Pétain. Marc Bloch n'est pas dupe du jeu du haut commandement : « A qui la faute ? Au régime parlementaire, à la troupe, aux Anglais, à

la Cinquième Colonne répondent nos généraux. A tout le monde, en somme, sauf à eux. »

Tout autres sont les conclusions du professeur en Sorbonne. Cet amoureux de la République ne se résigne pas. Il a envie d'en découdre : « Je ne sais quand l'heure sonnera où grâce à nos alliés, nous pourrions reprendre en mains nos propres destinées. [...] Un vieil historien roule ces images dans sa tête. » Il a 54 ans. Deux ans et demi plus tard il entre dans la Résistance active. Il est fusillé par les Allemands le 16 juin 1944.